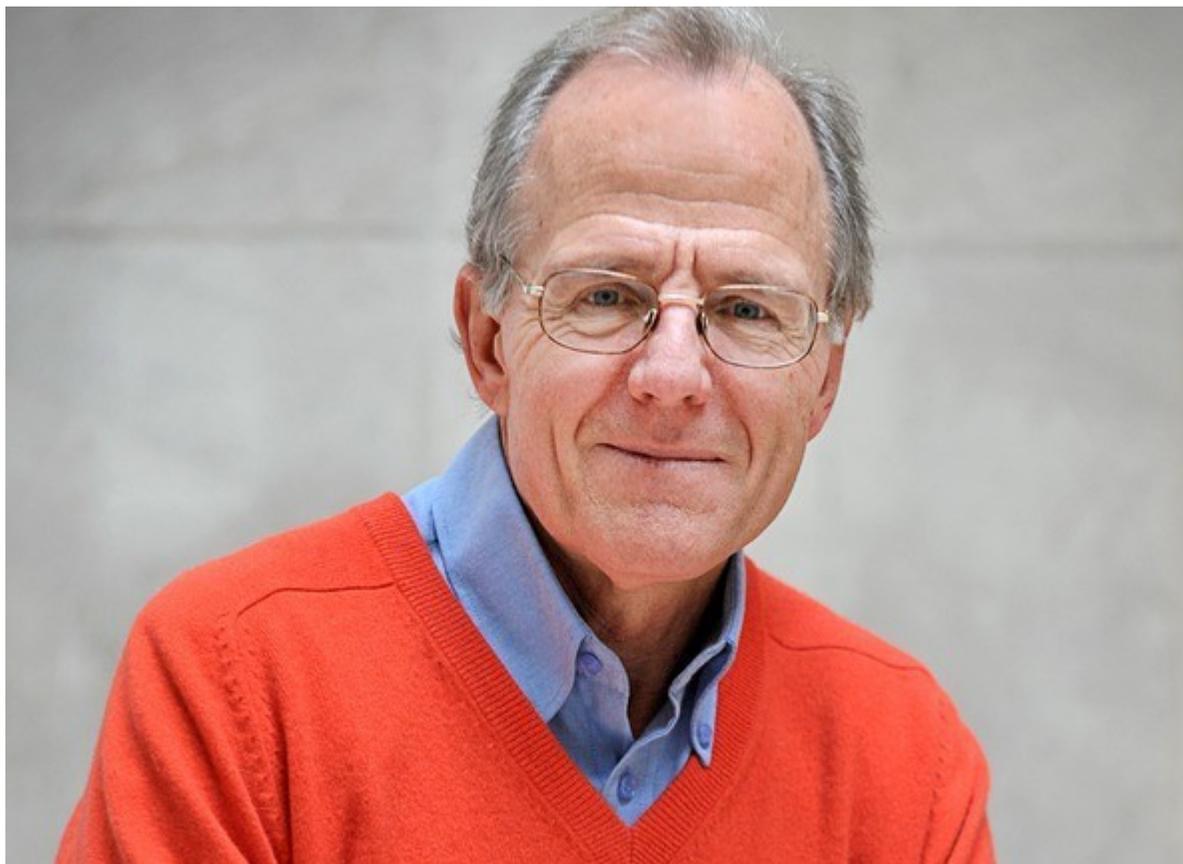


LA CROIX

François Soutage : « Monsieur le président, on vous attend sur les inégalités »

Par **Recueilli par Nathalie Birchem**, le 11/5/2017 à 05h01

RÉPARER LA FRANCE. Pour le président du collectif Alerte, la présidentielle 2017 révèle de profondes fractures qu'il faut absolument réparer. Il invite Emmanuel Macron à s'en saisir et à mettre la lutte contre les inégalités au centre de sa politique.



Cette présidentielle a débouché sur une marginalisation des partis traditionnels et un très fort vote contestataire, avec un record de voix pour le Front national. Que dit-elle sur la société française ?

François Soulage : Elle nous montre une société minée par une vraie crise de confiance. Une crise de confiance en l'avenir, mais aussi entre le peuple et les élites, et même entre les individus eux-mêmes. Les gens ont l'impression que les partis traditionnels ne les écoutent plus et n'agissent plus pour eux. D'où une colère, une envie de renverser la table, qui alimente le vote contestataire.

Il y a dans le bulletin Mélenchon l'envie de tout chambouler, avec l'espoir d'une autre politique. J'ai l'impression que l'électeur Le Pen exprime un ras-le-bol plus définitif, un repli. Et puis il y a le vote Macron, qui est l'expression d'un électorat central plutôt que centriste, qui n'a pas peur de la mondialisation ou qui ne veut pas de Madame Le Pen. Mais qui, tout en ne se reconnaissant plus dans le projet de tel ou tel parti, a envie d'une vision nouvelle.

Le clivage entre perdants et gagnants de la mondialisation est-il pertinent pour analyser les fractures du pays ?

F. S. : Absolument. On a bien d'un côté ceux qui pensent que, dans cette mondialisation, la France va tirer son épingle du jeu et qui appréhendent les changements à venir avec une relative sérénité. Et de l'autre, ceux qui estiment que la France ne remontera jamais la pente et qui se disent : moi, je suis déjà dans une situation

difficile, je ne vais jamais m'en sortir. Cela crée une désespérance. Cette fracture existe aussi vis-à-vis de l'Europe, que certains voient encore comme une voie alternative au modèle nord-américain ou asiatique tandis que d'autres ne la considèrent plus que sous ses aspects négatifs.

Par ailleurs, le manque d'emploi est constitutif de nombreuses fractures, comme la fracture territoriale entre les zones qui se sentent abandonnées et les autres. On a vu aussi une différence très nette de vote entre les grandes villes d'un côté et les petites villes et les territoires ruraux de l'autre. Une des raisons, c'est que dans les grandes villes, il y a du lien social, des organisations existent, on n'est pas tout seul. Là où les services publics, les commerces et les emplois sont partis, il n'y a plus de raison de sortir de chez soi. Mais ces fractures existent aussi à l'intérieur des villes, entre les quartiers en difficultés et les autres.

LIRE AUSSI Collectif Alerte : la lutte contre la pauvreté « n'est plus une priorité du gouvernement »

Et puis il y a la fracture culturelle entre ceux qui pensent avoir le patrimoine culturel qu'il faut pour s'adapter et ceux qui se sentent largués. Et, à l'intérieur de cette fracture culturelle, la fracture numérique va, j'en suis persuadé, nous sauter à la figure.

Avec la numérisation des démarches administratives, il y a des gens qui vont se retrouver encore plus exclus de l'accès à leurs droits... Or cette question est déjà problématique. Dans les associations, on passe désormais un temps fou à aider des gens qui ont droit au RSA, à la CMU etc., mais qui ne font pas les démarches parce que c'est trop compliqué ou parce qu'ils se sentent stigmatisés.

Pour réparer ces fractures, qu'espérez-vous du nouveau président ?

F. S. : J'ai envie de lui dire : Monsieur le président, on vous attend sur les inégalités. Car, en dépit du plan pauvreté du mandat Hollande, qui a pourtant marqué un effort important, les fractures se sont accrues. Et elles créent des blessures profondes.

La blessure d'être à découvert à la fin du mois quand on pense que l'autre à côté vit sans souci. Celle de se sentir mal logé quand on voit que d'autres obtiennent des HLM. Celle d'entendre parler de rémunérations mirobolantes quand on trime dans un travail mal payé, peu intéressant, et qui vous bouffe la vie de famille... Ce sentiment de recevoir des miettes dans le partage est délétère pour le vivre ensemble.

Le programme d'Emmanuel Macron vous semble-t-il à la hauteur ?

F. S. : Il y a quelques points dont on ne se plaindra pas, comme la hausse du minimum vieillesse, de la prime d'activité ou de l'allocation adulte handicapé, la poursuite de la loi SRU sur le logement social ou l'extension de la garantie jeunes, entre autres.

Mais cela manque de vision inscrite dans un plan global. On a l'impression que Monsieur Macron compte sur la création d'emplois pour résoudre tout. Si tant est que sa politique réussisse et qu'on passe à un taux de chômage à 7 % en cinq ans, ça fait près d'un million de chômeurs en moins. Mais qu'est-ce qu'on fait en attendant cette amélioration ? Et qu'est-ce qu'on fait pour les gens qui restent éloignés de l'emploi ?

Que lui demandez-vous ?

F. S. : La priorité, c'est d'augmenter le RSA. Pourquoi ? Parce que sans revenu suffisant pour sortir la tête de l'eau, rien n'est possible, ni logement, ni emploi, ni santé. Au collectif Alerte (1), on défend un revenu minimum décent à 850 €. Mais ce revenu doit être assorti d'une formation, pour espérer sortir de la situation, et d'une activité, non pas tant pour répondre à la question de l'assistanat que pour rendre à la personne son utilité, sa dignité. Il faut une politique globale, qui mixe revenu et accompagnement. On ne peut plus laisser les gens tout seuls.

LIRE AUSSI Véronique Fayet, présidente du Secours catholique : « Quand on est très pauvre, on devient invisible »

L'autre priorité, sur laquelle a beaucoup travaillé l'Uniopss dans son projet de société, c'est de mettre la prévention au centre des politiques publiques. Il faut faire de la prévention sur tout : sur les fermetures d'usines, sur les expulsions de logement, sur la santé... Cela économisera de la souffrance et de l'argent.

En particulier, il faut s'occuper sérieusement de la question scolaire. Il y a un enjeu considérable à traiter les difficultés scolaires plus en amont. Mais suffit-il de mettre douze élèves par classe ? Je crois qu'on n'arrivera à rien si on ne remet pas de la mixité sociale dans tout le système.

Recueilli par Nathalie Birchem

(1) Créé en 1994, il regroupe les 38 associations (Secours catholique, Emmaüs, Cimade, ATD, Armée du salut, Association des Paralysés de France, Familles Rurales, Médecins du monde...) qui réfléchissent aux questions d'exclusion.